



LU
POUR VOUS
08 JUIN 2018

Info
Chalon.com

**YVES LEFEBVRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'UNITÉ SGP POLICE,
EN SOUTIEN DE SES COLLÈGUES AU COMMISSARIAT DE POLICE
DE CHALON-SUR-SAÔNE !**



**« LA RENTRÉE RISQUE D'ÊTRE CHAUDE,
TRÈS CHAUDE, AVEC UN DÉBUT 2019
QUI SERA UN DÉBUT DE GUERRE
SI LE DIALOGUE SOCIAL
CONTINUE À ÊTRE POUR LE MOINS DUPÉ
ET SI ON TEND À VOULOIR
NOUS RENDRE PLUS PERMÉABLE
QUE CE QUE L'ON EST ! »
A DÉCLARÉ
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL !**

Le malaise des effectifs, le vendredi fort menacé, la Brigade de Sureté Urbaine submergée... Il n'en fallait pas plus pour motiver Christophe Fernandes, Délégué Régional du syndicat d'**UNITÉ SGP POLICE** à Dijon, d'organiser la venue, au Commissariat de Chalon-sur-Saône vers son délégué local Laurent Chauvenet, du leader syndicaliste Yves Lefebvre, Secrétaire Général afin qu'il vienne sur place défendre les intérêts de tous les policiers chalonnais.

Ce mercredi matin à Chalon-sur-Saône, le Secrétaire Général a rencontré tous les policiers en tenue (brigades, secteur) et en civil (Brigade de Sureté Urbaine, Brigade Anti Criminalité et Brigade Canine) ainsi que la direction (Commissaire de Police) pour les informer de ses prérogatives pour un meilleur fonctionnement et son envie de défendre coûte que coûte le service du vendredi fort mis en place par son syndicat. Un service qui convient à tous sauf aux mâconnais, semble t'il.

Info-chalon.com était présent lors de cette rencontre pour lui poser quelques questions durant laquelle le syndicaliste n'a pas mâché ses mots :

UNITÉ SGP
POLICE
FORCE OUVRIERE

On ne lâche rien !

www.unitesgppolice.com - 09/06/2018

FSMI
FORCE OUVRIERE
Fédération de Syndicats du Ministère de l'Intérieur

On voit que cela bouge un peu partout au niveau de la Police Nationale avec des opérations « policiers en pyjama »... que se passe-t-il au niveau national ?

« Tout d'abord, il y a un gros mal être, parce que tout d'abord on avait rendez-vous vendredi dernier pour valider et examiner un arrêté qui va porter sur l'organisation du temps de travail dans la Police Nationale. C'est un arrêté qui aura valeur d'application pour les deux prochaines décennies à minima et on est passé complètement à côté de la plaque, c'est-à-dire que l'administration n'a pas répondu aux légitimes attentes des policiers. Que ce soit en respect du droit européen en matière de temps de travail ou que ce soit bien évidemment en matière de resocialisation des policiers et à cela vient s'ajouter le loupé considérable ministériel d'il y a 8 jours du plan anti-suicide qui est pour moi est un pansement sur une jambe de bois !

Donc par rapport à tout ça, moi, à Chalon-sur-Saône j'avais un attachement à venir ici, comme à Dijon hier, parce que ce sont deux villes symboles pour nous dans lesquelles nous avons réussi à mettre en place la vacation forte. Une vacation forte qui pour nous doit être généralisée dès le début 2019.

On ne peut pas continuer à considérer qu'un policier doit être soumis qu'à un seul régime de repos avec un seul weekend de repos toutes les 6 semaines qui est un des symboles de la désocialisation et du mal-être et une des causes, n'en déplaise au Ministère de l'Intérieur, de suicides ! »

Alors justement avec votre syndicat quelles sont les relations avec le pouvoir en place ?

« Très sincèrement, aujourd'hui, on va considérer que sur l'arrêté, pour l'organisation du temps de travail, le dialogue social a été bafoué ! C'est très clair, je dirais qu'il n'a peut-être pas été bafoué au niveau du Ministre, ni même au niveau du Cabinet mais plutôt dans les autres services, en dessous, à savoir au niveau de la Direction des Ressources et des Compétences de la Police Nationale. Sinon, aujourd'hui, il y a des échanges francs avec Gérard Collomb, avec son équipe, pour autant, on ne voit pas grand-chose arriver !

C'est cela en fait le problème, c'est qu'aujourd'hui on est beaucoup dans l'incantation mais on n'est pas dans la production, et les policiers attendent autre chose que de l'incantation !

Maintenant au niveau local que pensez-vous des problèmes des policiers chalonnais avec leur Directrice Départementale qui d'après les syndicalistes locaux ne prêche que pour sa paroisse ?

Alors ma présence aujourd'hui, elle est, bien sûr, dans le but d'épauler les policiers chalonnais et de leur apporter notre soutien national. En plus ici, c'est une section départementale, moi je suis gestionnaire d'une organisation qui pèse aujourd'hui 34 000 adhérents avec qui plus est, ici, une section en plein développement. Moi, la question que je pose quand je vois que sur Chalon on est à moins 50 fonctionnaires depuis un peu moins d'une dizaine d'années, parce que quand l'on prétend vouloir tuer son chien, on prétend qu'il a la rage !

Alors je pose la question, qu'est-ce que l'on veut faire du service public police à Chalon-sur-Saône ? Le problème, il est là, c'est qu'aujourd'hui à force de faire diminuer les effectifs, on va arriver en complète incapacité à répondre aux attentes de nos concitoyens, à la complète incapacité de traiter la procédure judiciaire, donc il faut savoir ce que l'on veut faire.

Est-ce que derrière, ce n'est pas fait exprès avec un spectre de la municipalisation et de la privatisation ou peut-être pourquoi pas, un redéploiement d'un dispositif Police-Gendarmerie ?

Je ne suis pas parano mais j'ai un peu d'expérience et je suis un peu méfiant là-dessus, car il ne va pas falloir que demain on tente à vouloir démontrer que la Police Nationale ne puisse plus assurer son service. Pourquoi ?

Parce que cela sera la faute de nos décideurs et certainement pas celles des gardiens de la paix. Moi je le dis très clairement, c'est comme pour le cycle de la vacation forte ici à Chalon et à Dijon, si jamais certains tentaient à vouloir remettre en cause ce cycle fort ou tentaient à un moment donné de démontrer que la Police n'est pas en capacité d'agir en fermant les robinets en amont, ça sera la guerre tout simplement. Ça sera la guerre, parce que moi, je n'accepterais pas de remettre en cause les acquis sociaux de mes collègues, comme je n'accepterais pas que le statut spécial du policier puisse être remis en cause tel que le prévoiraient certains !

Il faut donc s'attendre à une rentrée chaude voire bouillante dans la Police Nationale avec un début 2019 qui sera un début de guerre si le dialogue social continue à être pour le moins dupé et si on tend à vouloir nous rendre plus perméable que ce que l'on est ! »

Que répondriez-vous à un officier de Police de Chalon-sur-Saône qui s'est permis de déclarer : « J'ai trente ans de police et je n'ai pas souvenir que les gens de terrain aient été consultés pour faire avancer les choses ! » ?

« Je dirais tout simplement à cette personne, qu'elle est à côté de la plaque ! Parce qu'aujourd'hui, toutes les avancées sociales, ce sont les ouvriers de la Police Nationale qui les ont obtenues. Pour moi, les ouvriers de la police nationale se sont les gradés, gardiens et agents de sécurité. Aujourd'hui, ce sont les ouvriers de la police nationale qui sont l'usine et le moteur de la Police Nationale. Sans eux, elle ne fonctionnerait plus.

Encore une fois et je ne cible pas forcément Chalon-sur-Saône où j'ai eu un très bon relationnel car il y avait même le chef de service mais c'est très clair qu'il va falloir que certains chefs de service descendent de leur piédestal de technocrate, de Directeur de Ressources Humaines de la Police Nationale car je pense qu'il faut mettre de l'humain au cœur des débats. Parce que si demain, on veut faire arrêter la machine et l'usine de la Police Nationale, ce sont d'abord les ouvriers de la Police Nationale qui la feront arrêter. C'est-à-dire : gardiens de la paix et gradés car sans nous, ils ne font rien et tous les grands acquis, c'est nous, qui les avons eu ! ».

Que peut-on faire face à une Direction Départementale qui s'accapare tous les moyens et se permet, d'après votre syndicat, d'appauvrir le Commissariat de Chalon ?

« Les conseils, ce n'est pas à elle que je vais les donner ! Mais c'est ce que je ne cesse de répéter, c'est à Gérard Collomb, comme je l'ai fait à son prédécesseur Caseneuve, c'est d'arrêter l'indemnité de résultats et de performances car les indicateurs aujourd'hui qui permettent à ces gens d'avoir des primes, se font bien évidemment plus sur Mâcon qui est la Direction Départementale de la Sécurité Publique que sur Chalon. Ces gens vampirisent les moyens, parfois même les moyens financiers, les moyens matériels et les moyens humains au détriment d'autres circonscriptions. Pourquoi ?

Parce que cela alimente leur porte-monnaie à la fin de l'année tout simplement ! ».